

O. B. 53.717. ✓

BH

6.X.52.

Récapitulation chronologique des critiques dirigées contre le CICR.

Les attaques dirigées contre le CICR ont débuté en mars 1952 par un communiqué de l'agence "Chine nouvelle", diffusé également par radio Pékin à propos de l'enquête demandée par les Etats-Unis pour établir si oui ou non les troupes des Nations Unies avaient fait usage d'armes bactériennes en Corée. Cette attaque sortait du cadre d'une simple polémique de presse pour mettre en jeu les relations mêmes du CICR avec la Chine. Toute la presse chinoise, ainsi que notre Légation à Pékin nous l'a fait savoir, déclencha de son côté une violente campagne accusant le CICR d'être l'instrument et le complice des Etats-Unis qui violaient les Conventions de Genève en Corée.

A la même époque des manifestations furent organisées en Roumanie pour protester contre le prétendu recours en Corée à l'arme bactérienne et contre la violation par les troupes des Nations Unies des Conventions de Genève.

D'autre part, le journal "La Pravda" de Moscou publia in extenso le violent réquisitoire de l'agence chinoise contre le CICR. Dans la presse des démocraties populaires de l'Est européen des attaques analogues furent publiées simultanément et diffusées au cours d'émissions radiophoniques.

Le 26 mars 1952 M. Malik, délégué de l'URSS à la Commission du désarmement, attaqua violemment le CICR le considérant comme incompetent pour examiner si des armes bactériennes avaient été utilisées en Corée. Il releva notamment que le "prétendu" Comité International de la Croix-Rouge n'était pas une organisation internationale, mais une organisation nationale suisse qui ne pouvait comme telle



être objective ou impartiale. La presse soviétique dans son ensemble reproduisit tout au long les déclarations faites par M. Malik. La Légation de Suisse à Bucarest signala que dès la fin mars 1952 la radio roumaine diffusa en anglais des attaques contre le CICR alléguant qu'il excitait à la guerre et prenait entièrement le parti du gouvernement américain.

Le 28 mars le CICR remit à la presse un communiqué destiné à rétablir les faits si tendancieusement et injurieusement déformés par l'agence "Chine nouvelle" et sur le rôle que celle-ci attribue au CICR à propos d'une enquête éventuelle sur l'emploi allégué d'armes bactériennes dans le conflit de Corée.

La plupart des journaux suisses reproduisirent ce communiqué.

Un communiqué subséquent du 5 avril répondait aux reproches adressés au CICR à l'égard de sa soi-disante inactivité dans la tragédie des camps de concentration en Allemagne durant la guerre 1939-1945 tout en rappelant la publication du "Livre blanc" de 1946 et le rapport général de 1948.

Au cours du mois d'avril la campagne déclenchée contre le CICR dans les pays communistes se poursuivit avec une grande violence. On s'en prit notamment à la composition du Comité pour établir non seulement qu'il était dépourvu de tout caractère international, mais encore qu'il se composait de capitalistes et de banquiers suisses étroitement liés aux milieux financiers anglo-américains. La presse communiste de France, d'Autriche, de Norvège et de Berlin-Est, pour n'en citer que de quelques pays, se fit l'écho des attaques contre le CICR en reproduisant les articles de la "Pravda".

Devant la violence et la persistance des attaques dirigées par les démocraties populaires contre le CICR, le Département Politique a estimé devoir informer nos re-

présentants diplomatiques dans ces pays qu'il serait utile qu'il manifestassent leur étonnement sans toutefois protester formellement, en demandant quelle était la signification d'une campagne aussi injustifiée et en relevant le fait que les accusations portées contre le CICR étaient sans aucun fondement.

Les démarches faites par les représentants diplomatiques suisses ont été accueillies dans les différentes capitales en cause tantôt avec indifférence tantôt avec froideur et une fin de non-recevoir leur fut généralement opposée sous le prétexte que le CICR était une association indépendante du gouvernement suisse et que ce dernier n'avait, par conséquent, aucun titre juridique pour faire une démarche à son sujet.

Les attaques contre le CICR se poursuivirent avec plus ou moins d'intensité au cours des mois suivants. En Suisse la "Voix ouvrière" du 10 juin, sous le titre "Les responsabilités de la Croix-Rouge en Corée", critiqua l'activité du Comité le rendant responsable des événements survenus dans le camp de prisonniers de guerre de Koje. Il convient de signaler également une violente diatribe de la présidente du Comité moscovite de la Croix-Rouge, diffusée par la radio soviétique au début de juin. La "Pravda", de son côté, publia un article de S. Alexandrov repris par la presse des démocraties populaires, dans lequel des personnalités et des délégués du CICR sont violemment pris à parti. En Angleterre, les attaques du quotidien communiste "Daily Worker" contre le CICR et les déclarations du doyen de Cantorbery provoquèrent de fortes réactions dans l'opinion publique pour condamner ces critiques injustifiées ("Manchester Guardian", "Daily Mail", etc.).

Dans son ensemble, la presse non-communiste des pays occidentaux se préoccupa de façon croissante des

attaques dont le CICR était l'objet et s'attacha à démontrer la mauvaise foi des détracteurs de cette institution. L'ouverture de la Conférence de la Croix-Rouge internationale à Toronto, le 23 juillet, incita le journaliste américain bien connu Michael Hoffman à publier dans le "New York Times" du 6 juillet 1952 un article où il examina la situation de cette institution en fonction de l'attitude des pays du bloc soviétique.

A la Conférence de Toronto (juillet-août 1952), les délégués des pays européens et asiatiques d'obédience communiste emboîtèrent le pas derrière le représentant de la Croix-Rouge soviétique pour contester au CICR son caractère international, neutre et impartial, l'accusant d'être de connivence avec les impérialistes américains pour protéger des criminels de guerre.

Le CICR publia au cours de cette conférence un mémoire pour répondre aux accusations relatives à son activité et réfuter les arguments utilisés par la propagande communiste.

La presse des pays de l'Est n'en continua pas moins de critiquer violemment l'institution genevoise dans ses commentaires des travaux de la conférence et des décisions prises à Toronto et poursuit, comme avant, sa campagne de dénigrement.